Affaires courantes

contrairement aux grands centres urbains, mais où les besoins sont moins considérables et la population est répartie sur un plus grand territoire.

C'est donc dire que nous faisons des progrès dans ces domaines et, comme je l'ai déjà mentionné, nous continuerons à le faire. Malheureusement, comme je le répéterai probablement très souvent au cours des prochaines années, les choses ne progressent pas aussi vite que nous le désirions, mais elles avancent.

Le premier ministre a fait, à mon avis, une déclaration très importante cette semaine à la Chambre, quand il a décrit les quatre grands éléments du programme qu'adoptera le gouvernement pour traiter dorénavant avec les peuples autochtones, le travail qu'il reste à faire pour accélérer le règlement des revendications territoriales et pour améliorer les relations entre les gouvernements et les autochtones. Je crois que cela contribuera énormément à cimenter le travail déjà commencé. Le premier ministre s'est pleinement engagé à mener à bien ce projet et je sais qu'il continuera d'appuyer les initiatives prises en ce sens et qu'il nous exhortera même à veiller à ce que ces engagements soient à l'avenir respectés et à ce que les objectifs soient atteints le plus rapidement possible.

Je suis heureuse d'avoir l'occasion de commenter ce rapport et de féliciter encore une fois le comité pour son travail. Je me réjouis d'avance du travail que continuera d'effectuer ce comité qui occupe une place très importante dans la structure de la Chambre des communes.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Madame la Présidente, même si le ton positif de la présentation de la ministre d'État est encourageant, je m'inquiète de ses récents arrangements budgétaires. Je ferai remarquer qu'un document daté du 15 mars 1990, préparé par l'Assemblée des premières nations et qui analyse le dernier budget du gouvernement, nous révèle quelques faits extraordinaires. La réduction de 100 millions sur deux ans est insidieusement cachée dans le budget des dépenses de 1991. On a supprimé 26 millions aux montants approuvés pour les immobilisations et les services communautaires, 15 millions à la gestion des bandes, 7 millions aux services d'aide sociale et 2 millions au développement économique, pour chacune des deux années.

La question que je voudrais poser à la ministre est celle-ci: Avec une base économique chancelante et aucun revenu d'impôt, où les autochtones peuvent-ils trouver de l'argent pour compenser cette perte de fonds fédéraux?

La ministre d'État est-elle prête à nous expliquer cela? Est-elle prête à réparer les insuffisances criantes du dernier budget et à annoncer une augmentation des fonds accordés aux autochtones du Canada?

Mme Martin: Madame la Présidente, les réductions dont le député de Hamilton-Ouest a parlé constituaient le budget proposé. Lorsqu'on examine le budget de l'année dernière du ministère des Affaires indiennes par rapport à celui de cette année, on constate qu'il a en fait augmenté de 8 p. 100. Notre budget a été accru, comparativement à celui des autres ministères. Tandis que ces derniers subissaient tous des compressions par rapport aux budgets réels, le montant que nous espérions obtenir a été réduit, mais nous avons tout de même reçu une augmentation de 8 p. 100 par rapport au budget de l'année précédente.

Au poste de l'enseignement, par exemple, l'augmentation est de quelque 8,7 p. 100, ce qui représente un budget total de 736 millions de dollars; dans le développement économique, c'est 28,4 p. 100, soit 20,5 millions; au poste des terres, des revenus et de la fiducie, l'augmentation est de 11 millions de dollars, ou 23,8 p. 100, ce qui représente un budget total de 58 millions. Le gouvernement a également injecté 28 millions de dollars supplémentaires dans les immobilisations et les services communautaires.

Il faut également tenir compte du fait que, en vertu des ententes financières actuelles, nous avons conclu ce que nous appelons des «ententes de financement de remplacement». Ces dernières prévoient la gestion des fonds par les bandes indiennes, comme ce devrait être le cas, et non par le gouvernement du Canada.

Sur nos fonds, 72 p. 100 du budget des Affaires indiennes et inuit est géré par les bandes, et non par le gouvernement du Canada. Les bandes doivent nous faire tenir une vérification comptable chaque année. Cependant, contrairement à ce que le parti du député faisait avec beaucoup de paternalisme lorsqu'il était au pouvoir, nous ne décidons plus de la façon dont les Indiens devraient dépenser l'argent. Nous avons changé les choses. Non seulement nous avons augmenté le budget, mais nous en avons également remis le contrôle entre les mains des Indiens eux-mêmes, comme il convient. Ce sont eux qui décident à quoi ils consacreront leur budget d'immobilisations. Ils décident comment ils vont dépenser leur budget d'exploitation et ils s'en tirent très bien.

Non, nous n'avons pas eu un budget aussi élevé que nous l'avions espéré pour 1990, mais c'était quand même un peu plus qu'en 1989. Nous nous assurons que cette augmentation est dépensée à bon escient sous le contrôle des autochtones du Canada. Les modes optionnels de financement donnent d'excellents résultats.

J'ai encore eu le privilège d'en signer quatre ou cinq depuis mars dernier. Beaucoup d'autres bandes veulent bénéficier de tels arrangements; quand elles seront prêtes à assumer le contrôle des dépenses, nous leur transmettrons l'autorité nécessaire à cette fin.